



07.085 n Immunité de M. Waber. Demande de levée

Rapport de la Commission des affaires juridiques du 15 novembre 2007

Proposition de la commission

Se fondant sur les articles 16 ss de la loi sur le Parlement (LParl ; RS 171.10) et sur l'article 21, alinéa 3, du règlement du Conseil national (RCN ; RS 171.13), la commission a examiné le 26 octobre 2007 la demande de lever l'immunité parlementaire de M. Waber déposée par le Ministère public zurichois le 3 juillet 2007.

Par 21 voix sans opposition et 1 abstention, la commission propose d'entrer en matière sur la demande de lever l'immunité parlementaire ; à l'unanimité, elle propose de ne pas lever cette immunité.

Rapporteurs : Hochreutener (d), Sommaruga Carlo (f)

Pour la commission :
Le président Daniel Vischer

- [1. Rappel des faits](#)
- [2. Règles applicables](#)
- [3. Examen de la requête](#)
- [4. Considérations de la commission](#)

1. Rappel des faits

Une initiative populaire fédérale « contre la construction de minarets » est actuellement au stade de la récolte des signatures. Le conseiller national Christian Waber, qui est membre du comité d'initiative, a donné au magazine FACTS une interview publiée sous le titre : « 'Wir schlafen noch' - 'Europa befindet sich im Krieg mit dem Islam' - EDU-Nationalrat Christian Waber provoziert weiter. » (cf. annexe). Il y dépeint les risques que représente, selon lui, l'islam. Considérant que les propos tenus par M. Waber étaient constitutifs de discrimination raciale (art. 261bis CP ; RS 311.0), un particulier l'a dénoncé aux autorités pénales. Le Ministère public zurichois a demandé le 3 juillet 2007 aux Chambres fédérales de lever l'immunité parlementaire de M. Waber.

2. Règles applicables

Les membres de l'Assemblée fédérale n'encourent aucune responsabilité juridique pour les propos qu'ils tiennent devant les conseils et leurs organes (art. 162, al. 1, Cst. [RS 101], art. 16 LParl). Cette immunité, qui ne peut être levée, est dite absolue.

Aucun député ne peut être poursuivi durant les sessions pour un crime ou un délit qui n'a pas trait à ses fonctions ou activités parlementaires sans qu'il y ait consenti par écrit ou que le conseil dont il est membre en ait donné l'autorisation (art. 20 al. 1 LParl ; garantie de participation aux sessions).

Un député soupçonné d'avoir commis une infraction en rapport avec ses fonctions ou ses activités parlementaires ne peut être poursuivi qu'avec l'autorisation de l'Assemblée fédérale (art. 17 al. 1 LParl) ; le simple consentement du député ne suffit pas. Parce qu'elle peut être levée, cette immunité est dite relative.

Les requêtes concernant l'immunité des membres des conseils sont soumises à l'examen préalable de la Commission des affaires juridiques (art. 21, al. 3, RCN) ; le conseil prioritaire est celui dont le député concerné est membre (art. 17, al. 2, LParl). La loi garantit expressément le droit d'être entendu du député ; l'audition a lieu devant chacune des commissions (art. 17, al. 3, LParl).

L'organe compétent pour examiner s'il y a lieu de lever l'immunité l'est aussi pour décider de la nécessité pour l'autorité pénale de demander un tel examen, c'est-à-dire pour apprécier s'il existe un lien entre les faits reprochés au député et les fonctions ou les activités parlementaires de celui-ci (art. 21 et 17 al. 1 LParl).

3. Examen de la requête

La commission a examiné la requête et entendu M. Waber le 26 octobre 2007. En résumé, M. Waber s'est exprimé comme suit :

Pour présenter l'initiative populaire fédérale « contre la construction de minarets », une conférence de presse fut organisée, à laquelle assista un représentant de la chaîne arabe d'information al-Dschasira ; cette personne posa des questions sur les deux affirmations principales de M. Waber, à savoir que l'islam n'est pas une religion et qu'il y a une déclaration de guerre à l'Europe. Le lendemain, on pouvait lire sur al-Dschasira qu'en Suisse on envisageait d'interdire les mosquées, avec indication du nom et de l'adresse de M. Waber. Les médias suisses ayant repris l'information, l'émotion grandit. Le magazine FACTS prit alors contact avec M. Waber pour l'interviewer ; les questions du journaliste étaient provocantes.

Pour M. Waber, le rappel du contexte dans lequel s'inscrivait cette interview fait clairement apparaître le lien avec l'initiative populaire fédérale « contre la construction de minarets », initiative qu'il soutient activement en étant membre du comité en sa qualité de parlementaire fédéral.

4. Considérations de la commission

En l'espèce, l'immunité dite relative peut seule entrer en considération. La commission doit donc d'abord examiner si les propos de M. Waber ont un rapport avec ses fonctions ou ses activités parlementaires. Selon les directives d'interprétation et d'application de l'article 17 LParl, ce rapport existe lorsqu'un parlementaire traite lors d'un débat public, lors d'un exposé ou dans un écrit, des sujets politiques d'intérêt général et que, pour ce faire, il utilise les

connaissances acquises et les avis recueillis dans le cadre de son mandat. Si ce lien est établi, l'entrée en matière doit être acceptée.

La commission propose sans opposition d'entrer en matière sur la demande du Ministère public zurichois : le sujet abordé par M. Waber, à savoir les difficultés que peuvent représenter l'islam et l'intégration des musulmans vivant dans notre pays, fait partie de ceux qui font actuellement débat parmi les personnes actives sur la scène politique fédérale ; il est donc normal qu'un parlementaire fédéral participe à cette discussion et il est important qu'il puisse exprimer librement son opinion, sans devoir craindre des poursuites pénales. La récolte de signatures pour une initiative populaire fédérale, et à plus forte raison le fait de faire partie du comité d'initiative, constitue un moyen de nourrir cette discussion.

Pour trancher la question de savoir si l'immunité doit être levée ou non, il convient de procéder à une pesée des intérêts : d'une part, l'intérêt à assurer un libre exercice du mandat parlementaire et, partant, un bon fonctionnement du législatif, et, d'autre part, l'intérêt à la poursuite des infractions pénales. Le principe de proportionnalité doit guider cette pesée des intérêts : la décision doit être prise en considérant toutes les circonstances de l'espèce et doit apparaître comme une réaction appropriée en regard de la gravité du comportement incriminé.

La commission estime que l'intérêt à pouvoir exercer librement le mandat de conseiller national doit l'emporter en l'espèce sur l'intérêt à la poursuite pénale. Suivant en cela la pratique du Parlement, la commission considère que les faits reprochés à M. Waber ne sont pas d'une gravité telle qu'ils justifieraient la levée de l'immunité.

Annexe : Interview incriminée (FACTS 2007/20 p. 26 s.)

Wir schlafen noch"

«Europa befindet sich im Krieg mit dem Islam» - EDU-Nationalrat Christian Waber provoziert weiter.

FACTS: *Herr Waber, Ihre Minarett-Verbotsinitiative wird in vielen arabischen Zeitungen thematisiert. Sie ist auch Thema auf der Internetsite von al-Dschasira. Deren Leser sind aufgebracht wegen Ihrer Äusserung, der Islam sei keine Religion. User rufen zum Boykott von Schweizer Banken auf. Warum betätigen Sie sich als Brandstifter?*

Christian Waber: Ich bin kein Brandstifter. Wir haben weit mehr zu verlieren als unsere wirtschaftlichen Beziehungen. Uns droht der Verlust unserer Werte, die auf Respekt und Toleranz basieren.

FACTS: *Käme es zu arabischen Sanktionen, würden Sie sich als Politiker schuldig fühlen?*

Waber: Nein, auf keinen Fall. Ich lasse mir doch meine Meinungsfreiheit nicht einschränken. Ich bin eine demokratisch gewählte Person. Retorsionsmassnahmen würden die Muslime demaskieren und mich noch mehr stärken. Zumal al-Dschasira lügt: Der grösste arabische Nachrichtensender spricht von einem Moscheenverbot - das ist schlicht nicht wahr. Das zeigt, wie der Islam mit Unwahrheiten Hass schürt. Für mich ist klar: Stehen wir nicht zu unseren Werten und Errungenschaften, werden wir früher oder später in der ungerechten Welt des Islams untergehen.

FACTS: *Finden Sie Ihr negatives Islambild nicht ein wenig paranoid?*

Waber: Nein, der Islam ist gefährlich, weil er sich nicht definieren lässt. Jeder Exponent definiert ihn anders. Der Islam ist deshalb auch keine Religion. Bei uns in Europa gibt er sich friedfertig, andererseits rufen Exponenten im Namen des Islams zu Mord und Totschlag auf.

FACTS: *Sie verneinen die grundsätzliche Friedfertigkeit des Islams?*

Waber: Daran glaube ich überhaupt nicht. Das ist nicht mal eine Sache des Glaubens, sondern der Praxis. Der Islam strebt militant die Weltherrschaft an. Wenn man schaut, wo es überall auf der Welt zu gewalttätigen Auseinandersetzungen kommt, ist immer der Islam involviert. Der Islam ist ein Menschen verachtender Glaube mit Sippenhaft, Zwangsheirat und Kindern, die zu Selbstmordattentätern herangezogen werden. Und selbst in der Schweiz spüre ich die Verachtung durch Muslime. Wiederholt spuckten sie mir schon vor die Füsse und nannten mich «Sauschweizer».

FACTS: *Woher wissen Sie, dass es Muslime waren?*

Waber: Weil ich die Spucker zur Rede stelle. So was lasse ich mir nicht gefallen. Für die Muslime gibt es grundsätzlich zwei Häuser. Das Haus der Ungläubigen und das Haus des Islams. Der Islam operiert mit einem militanten Missionierungsbefehl: Entweder du wirst gläubig, also Muslim - oder du musst sterben und kommst in die Hölle. Alternativen gibt es nicht. Auch wenn man sagt, der Islam sei friedfertig, bleibt dieser Auftrag. Darum schliessen sich Islam und Demokratie prinzipiell aus. Wir müssen uns sehr in Acht nehmen.

FACTS: *Wovor?*

Waber: Sie wollen uns Christen unterwerfen. Sie wollen, dass auch wir anerkennen, dass ihr Gott der einzig wahre Gott ist.

FACTS: *Das meinen Sie doch nicht im Ernst?*

Waber: Das sagen Sie jetzt so leicht. Das ist ihre Forderung.

FACTS: *Und wo stellen Muslime diese Forderung?*

Waber: Der Islam sagt, es gebe nur einen Gott, Allah, und Mohammed sei sein Prophet. An der letzten Anti-Israel-Demonstration in Bern sah man Transparente mit der Aufschrift: «Der Islam muss den Westen bekehren.»

FACTS: *Als Freikirchenmitglied sind Sie doch genauso fundamentalistisch wie jeder Einzelne dieser militanten Muslime.*

Waber: Schon, aber ich rufe nicht zu Gewalt oder Hass auf. Der Schweiz droht der religiöse Unfrieden. Ein Zusammenraufen von Katholiken und Protestanten ist mit Muslimen nicht möglich. Der Islam wird immer fordern, dass wir uns ihm anzupassen haben. Muslimen fehlt jedes demokratische Verständnis. Sie akzeptieren nicht, dass unsere Verfassung klar auf christlichen Werten basiert. Der Islam ist eine Kriegserklärung an die Andersgläubigen.

FACTS: *Eine Kriegserklärung?*

Waber: Ja. Der Islam und damit viele Muslime in Europa wollen, dass wir uns ihnen anpassen müssen. Das ist ihre Kriegserklärung. Somit befinden wir uns im Krieg.

FACTS: *Und eines der Schlachtfelder ist Europa?*

Waber: Sie wollen mich herausfordern und wollen das schreiben ...

FACTS: *... ich möchte von Ihnen eine klare Antwort.*

Waber: Die klare Antwort ist: Europa befindet sich im Krieg mit dem Islam. Und wir merken es nicht einmal, weil wir noch schlafen. Es ist nicht ein Krieg, in welchem geschossen wird. Sondern es ist ein subtiler Krieg der muslimischen Unterwanderung.

FACTS: *Wenn man Ihren Gedankengängen folgt, sind Muslime unsere Feinde. Was ist Ihrer Ansicht nach zu tun?*

Waber: Über 80 Prozent der rund 350'000 Muslime hier zu Lande praktizieren ihren Glauben nicht - wie bei den Christen auch. Die stellen für mich in diesem Zusammenhang kein Problem dar. Aber die anderen, denen als Praktizierende die Idee unserer Unterwerfung eigen ist, müssen ganz klar unsere Rechte und Gesetze einhalten.

FACTS: *Wer tut dies nicht?*

Waber: Zum Beispiel die, welche Tiere schächten, obwohl unser Gesetz das klar verbietet. Oder andere, die ihre Töchter zwangsverheiraten und sich auf das Scharia-Recht berufen. Solchen Leuten muss man klar sagen: Ihr habt in unserem Land nichts verloren. Ihr müsst unser Land verlassen.

FACTS: *Sie behaupten auch, der Islam sei keine Religion. Was dann, ein Irrglaube?*

Waber: Ja klar. Aber ich kritisiere dies nicht auf der persönlichen Ebene. Der Muslim kann mir mit genau gleichem Recht erklären, ich sei auf dem Holzweg. Der Unterschied ist der: Ich akzeptiere, dass ein Mensch einen anderen Glauben haben kann.

Interview Herbert Lanz

Annexe : Interview incriminée (FACTS 2007/20 p. 26 s.)
